

Fermeture de Fessenheim : révélatrice de la faillite de l'État stratège

Article rédigé par *Contrepoints*, le 13 septembre 2022

Source [Contrepoints] : Le prix politique à payer pour Emmanuel Macron en France et vis-à-vis de l'Allemagne serait énorme, certainement plus que de mentir sans vergogne et tenter de faire oublier le passé.

J'ai eu l'occasion dans [cet article](#) d'évaluer la profondeur de la relance du nucléaire nécessaire pour assurer l'indépendance énergétique de la France dans la perspective de la décarbonation de l'énergie à horizon 2050, et la solution permettant de financer la prolongation du parc existant et la construction d'un nouveau parc, qui passe par un prix régulé du nucléaire dans [cet autre article](#).

Dans le contexte de la crise énergétique actuelle, le cas de [la fermeture de Fessenheim](#) lors de la crise liée au covid est abondamment commenté, y compris par l'exécutif attaqué à juste titre sur sa politique énergétique.

Mais il est utile d'y revenir, car au-delà du symbole, les conséquences risquent d'être douloureuses à long terme.

À l'occasion de son départ, le patron de l'ASN (Pierre-Franck Chevet) a déclaré dans un article du journal [Le Figaro en 2018](#) que Fessenheim figurait parmi les centrales nucléaires les mieux maintenues et les plus sûres de France :

La vérité, c'est qu'Emmanuel Macron a maintenu en 2018, après le départ de N. Hulot, la décision de fermeture de Fessenheim contre toute rationalité scientifique, économique et climatique parce qu'il s'y était engagé auprès d'Angela Merkel, de la même façon qu'il a failli brader Alstom Ferroviaire à Siemens Mobility à la même époque (désastre industriel miraculeusement évité grâce à la commissaire européenne à la concurrence Margrethe Vestager, depuis c'est Alstom qui a racheté Bombardier et vend des trains hydrogène en Allemagne...).

Retrouver l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)

13/09/2022 23:00